Nous avons déjà vécu des circonstances pour le moins ridicules et stupides, si elles n'étaient pas préméditées. On a déjà vu, par exemple, des bateaux dans le fleuve Saint-Laurent, à Québec, faire du cabotage sans aucune autorisation. Dans les lois canadiennes il n'y a rien de prévu en vue de faire appliquer un minimum de respect à l'égard de notre intégrité territoriale.

Monsieur le président, on sait que cela a existé, et que cela continue d'exister. Et lorsque nous avons la possibilité d'établir dans un code d'une façon bien précise des conditions pour qu'on ait un permis ou une licence, il me semble qu'il n'y a pas d'erreur, que tous les députés de la Chambre devraient comprendre cette excellente modification qui est à l'étude, et qui devrait être acceptée d'emblée. Que l'on dise que cela est implicite au fait que l'on parle de cabotage au Canada, monsieur le président, je le répète, compte tenu de la situation qui a toujours existé dans ce domaine, il est important de mettre les points sur les i.

Et voilà pourquoi on ajoute, tel que proposé dans la modification ce qui suit:

... aura un équipage composé de Canadiens ou d'immigrants reçus et un exploitant qui se conformera au Code canadien du travail, à la Loi sur l'immigration, à la Loi sur l'indemnisation des marins marchands et, de façon générale, aux lois, règlements et normes applicables à une entreprise exploitée au Canada conformément à la juridiction fédérale.

Monsieur le président, je répéterai ce que le député de Timiskaming (M. Peters) disait tout à l'heure. Il ne se peut pas que nous ne soyons pas d'accord sur cela, car alors on ferait montre de très peu de sens national ou de sens patriotique. En conséquence, je crois que l'on devrait adopter cet amendement, ce qui n'est pas du tout déshonorant à mon sens. Il s'agit d'accepter une telle motion qui vient tout simplement raffermir un peu notre fierté, notre orgueil national.

● (1550)

[Traduction]

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je veux parler brièvement de ces deux motions. D'abord, je répondrai aux points précis soulevés en particulier par mes deux honorables amis de l'opposition officielle.

Le discours qui me pose de grandes difficultés est celui qu'a prononcé plus tôt cet après-midi le député de Timiskaming (M. Peters). Je vais citer ses propos assez vaguement mais assez fidèlement, je pense. Dans la dernière partie de son discours, il a dit que nous devrions examiner de près les gens avec qui nous faisons affaire. En entendant ses observations, nous avons pu l'examiner de près. Bien peu d'entre nous ont été bien aise de ce qu'ils ont vu et entendu. Nous avons été témoins d'une attaque négative, vague, virulente, injuste, perfide et inqualifiable contre des personnes qui, dans le passé et à l'heure actuelle, travaillent pour les Canadiens par le truchement du ministère des Transports.

La diatribe que ce député a lancée à la Chambre aujourd'hui témoigne malheureusement de ce genre d'injustice et d'irresponsabilité par trop typique que manifestent fréquemment des néo-démocrates. Je trouve vraiment dommage que le député ait introduit dans le débat un élément qui est absolument étranger au sujet, qui est injuste et qui déprécie tout le bon travail accompli par les députés d'Esquimalt-Saanich (M. Munro) et de Dartmouth-Halifax-Est

Code maritime—Loi

(M. Forrestall) dans le cadre de l'étude du présent bill. Je le répète, il est vraiment dommage que le député de Timiskaming ait jugé bon de donner un tour aussi malencontreux et regrettable au débat. Il a déprécié l'excellente discussion constructive que nous menions avant son intervention.

Je voudrais parler plus particulièrement des motions n° 6 et 7. La version anglaise de la motion n° 6 me pose d'abord un problème que fait surgir la seule suppression du mot «and» dans la première partie de la motion. Je pense qu'il pourrait se présenter un problème d'ordre technique si nous optons pour une ambivalence du type «either or» au lieu du caractère de certitude de notre «and». Je pense qu'il s'agit là d'un problème de forme et non d'un problème de fond. Il y a autre chose que je tiens à faire remarquer à propos de la partie principale de la motion n° 6 dont on a discuté plutôt longuement cet après-midi.

Je vois qu'il est près de 4 heures, et plutôt que de m'étendre sur le sujet je me contenterai de faire remarquer que la deuxième partie de la motion a trait à l'application du Code canadien du travail et d'autres lois et à l'utilisation aux fins de cabotage de navires étrangers non titulaires de licences. Les députés, en particulier le député d'Esquimalt-Saanich, ont dit que cette disposition ferait peut-être l'objet d'une étude sérieuse plus tard quand le Code maritime serait complété, mais je ne crois pas qu'il convienne de l'étudier maintenant.

A propos de la motion n° 7, l'objet de l'article 11 (5) du bill est d'accélérer les procédures en faisant de la délivrance de la licence un acte administratif plutôt que judiciaire. Cependant, le droit d'appel est maintenu par les dispositions de l'article 12. La motion proposée pourrait, selon moi, entraîner des délais assez longs dans l'étude des demandes. Je terminerai ainsi, monsieur l'Orateur, mes observations sur ces motions.

L'Orateur suppléant (M. Turner): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Le vote porte sur la motion n° 6 inscrite au nom du député de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forrestall). Que tous ceux qui sont pour veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

L'Orateur suppléant (M. Turner): En conformité de l'article 75(2) du Règlement, le vote inscrit sur la motion est différé.

Le vote porte maintenant sur la motion n° 7 inscrite au nom du député de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forrestall). Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.